Communiqué conjoint franco-suédois

Stockholm, le 18 septembre 2015

1. Notre relation bilatérale est riche en termes aussi bien économiques que culturels et humains. Notre amitié est profondément enracinée dans une histoire commune et a été réaffirmée lors de la récente visite d'État en France de Sa Majesté le Roi Carl XVI Gustaf et de Sa Majesté la Reine Silvia de Suède. Les liens entre nos deux pays n'ont jamais été aussi forts qu'aujourd'hui. Un approfondissement de notre dialogue, fondé sur des valeurs communes, la confiance et la compréhension mutuelle, nous aidera à trouver des réponses concrètes. Notre coopération se développera de manière ouverte, flexible et pragmatique. Elle s'adaptera à l'évolution des événements, des enjeux et des opportunités.

2. Au niveau européen, nous poursuivons le même objectif qui est d'œuvrer de manière inclusive en faveur d'une Europe de la croissance et de l'emploi, d'une Europe qui investit dans son avenir et dans sa jeunesse en promouvant un modèle social ambitieux. Nous voulons que l'Europe redouble d'efforts pour trouver une solution commune à la crise migratoire. Nous voulons que l'Europe joue un rôle moteur dans la lutte contre les changements climatiques et nous sommes déterminés à obtenir un résultat ambitieux lors de la COP21. Nous voulons une Europe influente qui promeut le développement durable ainsi que la prévention et le règlement des conflits dans un esprit de solidarité et d'aide dans la réponse qu'elle apporte aux crises.

3. La Suède et la France partagent une vision commune des relations internationales. Nos pays sont profondément attachés à promouvoir les Nations Unies et à œuvrer ensemble en faveur de la paix, de la sécurité et des droits de l'homme. Nous encouragerons une collaboration plus étroite dans le domaine de la coopération au développement. Nos pays sont convaincus de l'importance de la lutte contre le terrorisme.

4. Résolus à renforcer notre partenariat et nos convergences au niveau européen, nous avons décidé d'adopter les mesures suivantes :

- a) intensifier nos efforts pour répondre à la crise migratoire en plaidant pour une responsabilité et une solidarité accrues au sein de l'ensemble des États membres. Il est crucial que tous les États membres appliquent pleinement l'acquis de l'Union en matière d'asile, établi d'un commun accord. L'amélioration des procédures d'asile européennes et une harmonisation renforcée des règles nationales conduiront en temps utile à un système d'asile européen réellement commun. L'accroissement du nombre de réinstallations constitue un autre volet important d'une politique migratoire globale, équilibrée et de long terme de l'Union européenne. Dans le cadre des préparatifs de la conférence sur les Balkans occidentaux et du Sommet de La Valette sur la migration, nous traiterons de la question de l'asile et de la protection internationales, de la prévention et de la lutte contre le trafic de migrants, de la

coopération avec les pays d'origine et de transit et des possibilités de mobilité, en nous concentrant sur les effets du développement, sur les causes structurelles des migrations clandestines, et sur les questions liées au retour ;

- b) promouvoir les initiatives visant à stimuler la compétitivité et la croissance en Europe et créer des emplois grâce à l'investissement, l'innovation, les accords de libre-échange, une meilleure régulation, des réformes structurelles et l'assainissement des finances publiques. Au niveau de l'Union européenne, le plan d'investissement contribuera à la hausse des investissements et à l'amélioration du climat d'investissement, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Des travaux conjoints sur les meilleurs moyens de promouvoir l'innovation et la compétitivité seront entrepris en collaboration avec des représentants des entreprises et des institutions publiques suédoises et françaises ;
- c) agir de façon concertée pour promouvoir la convergence sociale en Europe, notamment en protégeant les droits des travailleurs, en encourageant la mobilité tout en garantissant un niveau durable de protection sociale grâce à la portabilité des droits sociaux et en favorisant la participation des femmes au marché du travail, qui sont des facteurs importants pour la croissance, l'emploi, la compétitivité et la justice sociale. Nous sommes déterminés à promouvoir une vision commune en matière d'amélioration des conditions de travail et de prévention du dumping social au sein de l'UE, comme nous l'avons déclaré dans une lettre adressée le 18 juin dernier à la Commission européenne conjointement avec l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas, dans laquelle nous saluons l'initiative consistant à lancer un « examen ciblé » de la directive sur le détachement des travailleurs. Nous appelons les partenaires sociaux suédois et français à soutenir ces efforts communs en travaillant ensemble ;
- d) renforcer notre coopération en matière de prévention de l'extrémisme et de lutte contre la radicalisation, par exemple dans les écoles, les centres de détention pour jeunes, les prisons et sur internet et les médias sociaux. Un séminaire franco-suédois se tiendra le 18 septembre à Stockholm pour échanger des vues sur les meilleurs moyens de lutter contre la radicalisation et Mme Mona Sahlin, coordinatrice nationale suédoise pour la prévention de l'extrémisme violent, sera invitée à se rendre en France dans une volonté d'identifier des partenaires clés parmi les autorités locales et la société civile ;
- e) poursuivre notre forte mobilisation en matière de lutte contre les changements climatiques en vue de parvenir à un accord universel juridiquement contraignant sur le climat qui contribue, à terme, à maintenir le réchauffement mondial au-dessous de deux degrés. La pleine mobilisation de la société civile et la promotion d'un agenda positif, au niveau local et national, aussi bien par le secteur public que par le secteur privé, constituera un point essentiel. Nous encourageons les laboratoires d'idées suédois et français à nous fournir de nouvelles idées de « solutions vertes ». Nous continuerons de nous consulter et de partager les bonnes pratiques en matière de solutions respectueuses de l'environnement pour les bâtiments, pour tous les modes de transport, et pour les villes vertes et intelligentes ;

- f) continuer à promouvoir une politique étrangère européenne forte. Nous identifierons ensemble des idées susceptibles d'enrichir une nouvelle stratégie globale de l'Union européenne. Nous chercherons à faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient et nous favoriserons un engagement fort de l'Union européenne dans les pays du voisinage Sud et Est. Nous renforcerons ensemble la coopération multilatérale grâce aux Nations Unies et nous ferons progresser des objectifs communs tels que notre coopération pour promouvoir un développement sûr et sécurisé au Mali.

Des représentants de nos Gouvernements se réuniront, en tant que de besoin, pour faire avancer les objectifs du dialogue renforcé.